

Violence et folie du pouvoir

Article rédigé par *François Billot de Lochner*, le 03 août 2021

Voilà plusieurs semaines que les cortèges de manifestants grossissent, sur tout le territoire français : ils se comptent désormais par centaines, dans les préfectures, les sous-préfectures, les petites villes, les villes moyennes comme les métropoles. Un mouvement d'une ampleur jamais vue, surtout à une telle période de l'année, habituellement caractérisée par un long assoupissement et un désintérêt à peu près total de nos concitoyens pour des enjeux autres que les jeux de plage et l'heure de l'apéritif...

Nous assistons à l'habituelle manipulation des chiffres de participation. La presse régionale, par exemple, parle de 13 500 participants à Toulon, mais les chiffres officiels pour Paris sont de 14 000... des incohérences grossières, auxquelles nous sommes habitués, mais qui ne doivent pas nous alarmer : le pouvoir, lui, connaît les vrais chiffres du terrain, et ces chiffres ont de quoi l'inquiéter.

Les manifestations s'enchaînent, et se reprogramment, semaine après semaine. En réponse, la classe dirigeante choisit l'aveuglement, la raideur, le mépris dans sa communication infantilisante, comme en témoigne la pathétique offensive de notre pseudo-président en t-shirt moulant de sport sur TikTok et Instagram. Mais le plus grave est que cet aveuglement s'accompagne de l'utilisation de la violence, dont ce gouvernement perverti jusqu'à l'os ne cesse d'abuser. Les forces de police sont déployées à outrance contre les manifestants, et font preuve d'une brutalité et d'une absence de mesure qui étonne et choque à l'étranger : la presse suisse n'hésite pas à parler de « traque », la presse belge « d'arme fatale ». Pour les Britanniques c'est encore plus simple, Macron est devenu fou.

À titre d'illustration, revenons sur la façon dont a été réprimée l'une des manifestations parisiennes du 24 juillet. En début d'après-midi de ce jour, la place de Clichy est noire de monde afin de manifester contre la dictature sanitaire : des manifestants décidés mais avec un état d'esprit bon enfant. Le cortège s'ébranle en direction de République. Très rapidement, des rangs serrés de CRS courent le long du cortège, en longeant les immeubles. Soudain, ils barrent le boulevard de Clichy, coupant le cortège en deux. La queue de cortège n'a d'autre solution que de s'engouffrer dans la rue Fontaine, assez peu large, et bientôt remplie de manifestants qui chantent vaillamment la Marseillaise. Et soudain, sans la moindre raison apparente, les CRS, qui avaient bloqué le bas de la rue, attaquent les manifestants à coups de gaz lacrymogènes. La panique saisit le cortège, les manifestants se heurtent les uns aux autres, des enfants auraient pu être piétinés. Une demi-heure plus tard, la rue Fontaine était dégagée et les manifestants rentraient chez eux. Le probable objectif de la préfecture, avec une manœuvre déjà utilisée contre les gilets jaunes, était atteint : morceler le cortège en terrorisant des groupes entiers de manifestants pour les obliger à quitter la manifestation. Et donc la réduire autant que possible. Dans cette affaire, il est possible de se demander si le gouvernement et la préfecture ne souhaitaient pas une affaire Malik Oussekiné à l'envers : un mort dans le cortège, par exemple piétiné dans la panique, aurait été monté en épingle par le système politico-médiatique, qui aurait pu marteler que les manifestants étaient des assassins. Quoiqu'il en soit, rien ne peut excuser cette brutalité invraisemblable et injustifiée des forces de l'ordre rue Fontaine, qui, une fois de plus, se sont révélées fortes contre les faibles alors qu'elles sont souvent si faibles contre les forts.

Cet usage maladif de la force est désormais une marque de fabrique de la macronie. Faut-il rappeler qu'il y a quelques mois, l'Europe et l'ONU, de concert, condamnaient en France « le recours à des interventions violentes et disproportionnées de la part des autorités publiques lors de protestations et de manifestations pacifiques » ?

Manifestement Emmanuel Macron n'a pas retenu la leçon, et n'a cure de ces mises en garde. Ivre, drogué par le pouvoir, il y a longtemps qu'il ne voit plus ni n'entend le peuple qu'il prétend gouverner. Qu'à cela ne tienne, nous pouvons faire encore plus de bruit et nous allons en faire, plus que jamais, pour sauver nos

libertés !

François Billot de Lochner